

L'impôt—Loi

concerne le consommateur, l'autarcie énergétique pour ce qui est de la canadienisation, et le Programme énergétique national, figureront dans notre histoire parmi les grandes réussites du gouvernement du Canada depuis la Seconde Guerre mondiale.

Des voix: Bravo!

L'hon. J. Robert Howie (York-Sunbury): Monsieur l'Orateur, je tiens à vous féliciter de la façon dont vous exercez la présidence ce soir. Nous sommes toujours heureux de voir le député de Bow River (M. Taylor) présider nos délibérations.

Le bill C-93 vise à mettre en œuvre un certain nombre des engagements pris avec les provinces productrices d'énergie, à apporter diverses modifications de détail au système fédéral de la taxe d'accise, et à obtenir de nouveaux pouvoirs d'emprunt pour l'année financière 1982-1983. Dans la première partie, le gouvernement cherche à obtenir le pouvoir d'emprunter 6.6 milliards de dollars, et ce pouvoir d'emprunt est directement lié au budget. Compte tenu de la situation économique actuelle, je m'accorde avec le ministre pour dire qu'il importe de passer en revue les objectifs du budget pour pouvoir évaluer les mérites du bill en connaissance de cause.

Le gouvernement a très justement reconnu dans le budget que la croissance rapide de l'inflation était le principal problème du pays. L'inflation fait en effet grimper les taux d'intérêt, ruine la confiance des investisseurs et ralentit en général l'activité économique. Tout cela provoque à son tour un certain nombre de problèmes comme la hausse du chômage, l'érosion du revenu réel, et des taux d'intérêt sans cesse croissants qui écrasent les emprunteurs. Au Canada, ces phénomènes ont débouché sur une période de stagflation au cours de laquelle l'économie a marqué le pas tandis que l'inflation a multiplié ses ravages. En s'attaquant uniquement à l'inflation, le gouvernement a négligé le problème du chômage. Il ne semble pas s'être rendu compte que le Canada est aux prises avec deux grands problèmes qu'il convient de chercher à régler en même temps.

● (2120)

Pour y arriver, il faut que le gouvernement prenne des mesures qui ranimeront la confiance dans l'avenir de notre pays, qui encourageront les Canadiens et les étrangers à investir ici. Il nous faut favoriser un climat qui incitera des hommes et des femmes pleins de courage et d'idées neuves à prendre des risques et s'en féliciter. Il faut s'assurer que l'intérêt public sera protégé et que les faibles et les forts auront des chances égales de réussite. A l'heure actuelle, il faut surtout instituer une démocratie qui respecte le droit à la propriété, au sein de laquelle l'individu aura le loisir non seulement de posséder la maison qu'il habite et les champs qu'il cultive, mais aussi d'économiser une tranche suffisante de son revenu de façon à pouvoir contribuer à façonner l'avenir social et industriel de ce grand pays.

Il nous faut entreprendre un programme national d'expansion qui renforcera tous les secteurs. Il faut que les Canadiens de toutes les couches sociales et de toutes les régions profitent également de la prospérité nationale.

De simples dépenses ne suffisent pas. Il faut investir. Cette distinction est fondamentale, mais le gouvernement l'a oubliée et je tenais à le lui rappeler, comme l'a fait l'un des députés à ma gauche qui est intervenu avant moi au cours du débat.

Le Canada est l'un des plus beaux pays au monde et l'un des plus fortunés. Sa population a non seulement le droit, mais aussi l'obligation, de contribuer à l'édification de la plus belle nation du monde et il faudrait lui en donner la possibilité. Il faut réviser la loi sur l'examen de l'investissement étranger et les dispositions visant l'impôt sur les gains en capital, afin d'attirer les capitaux étrangers dont nous avons tant besoin. De cette façon, nous renforcerons notre monnaie et pourrons ramener les taux d'intérêt à un niveau plus raisonnable qui permette au pays d'aller à nouveau de l'avant.

Pour ce faire, il faut encourager au maximum les investissements dans le secteur privé, car le secteur de la petite entreprise est le premier employeur du pays. Il faut aussi réaliser les mégaprojets pour qu'ils servent à l'essor du pays tout entier.

Les taux d'intérêt élevés sont responsables de la crise dans le secteur du logement. Le gouvernement Clark a voulu autoriser la déduction des intérêts hypothécaires et des taxes foncières. Les libéraux et les néo-démocrates s'y sont opposés. Pourtant, c'était à l'époque—et c'est encore aujourd'hui—la meilleure solution pour stimuler le secteur du logement et les industries qui fournissent les matériaux de construction.

Il n'a jamais été aussi vital que tous les gouvernements du pays œuvrent dans le même sens. Jamais les relations entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces n'ont été aussi mauvaises, car le gouvernement fédéral refuse de participer aux programmes à frais partagés; il refuse de tenir compte des avis des spécialistes et des élus locaux pour décider tout seul de dissoudre le ministère de l'Expansion économique régionale pour contribuer tout seul à l'essor de régions qui sont à la traîne du reste du pays.

Le budget n'a pas souligné suffisamment l'importance considérable et les possibilités des activités de recherche et de développement. Les industries où l'on utilise les techniques de pointe sont devenues les plus viables dans la situation économique actuelle. Notre gouvernement a négligé d'emboîter le pas à ces entreprises fort avisées. Il a en effet négligé d'encourager la recherche industrielle et n'a pas cherché à reconquérir des marchés perdus. Il a négligé de prospecter de nouveaux marchés ou de développer le grand potentiel d'exportation d'un pays aussi riche en ressources naturelles et en ressources humaines généralement bien instruites.

Le budget aurait dû favoriser la réduction de l'impôt sur le revenu d'une somme équivalente au supplément d'intérêt que paient les propriétaires de maisons venant de renouveler leur emprunt hypothécaire. Il aurait dû accorder aux agriculteurs un crédit d'impôt pour l'intérêt payé sur les sommes empruntées pour l'achat de semences et d'engrais. Il aurait dû accorder au petit commerçant un répit d'au moins un an en lui permettant de ne payer de l'intérêt durant cette période que sur les emprunts contractés à long terme. Il aurait dû permettre la dépréciation normale des biens nouvellement acquis, ou même accélérer cette dépréciation.

Compte tenu des revenus gigantesques que les ententes relatives au prix du pétrole commencent à rapporter à la trésorerie fédérale, une rare occasion nous est donnée de nous attaquer à notre déficit croissant, et en même temps d'investir dans l'expansion du Canada. Maximisons la rentabilité des mégaprojets et développons nos ressources naturelles, par exemple les forêts, les pêches et l'agriculture. Modernisons nos transports, déjà en perte de vitesse, si on me passe l'expression,